

Chomdu 23

(... suite)

« La cooptation à laquelle les média, après l'État, ont donné les noms de participation et de concertation, y dit l'pote Paul Beaud, instaure sur la base d'une modification quantitative des rapports entre classes un système de pouvoir qui tend à concurrencer les formes traditionnelles du conflit, de la négociation et du compromis: action syndicale, système représentatif de la démocratie parlementaire. Si le principe de la délégation cachée, sans mandat avoué, ne date pas d'hier, la nouveauté réside dans l'élargissement de son objet et de sa base sociale, plus encore dans sa prétention à être un mode de traitement plus direct, plus démocratique des problèmes sociaux, plus rationnel et plus raisonnable. (...) Les mass média, tantôt accusés d'occulter le pouvoir, tantôt loués de le rendre transparent, ont en fait pour effet de dissimuler sous les mythes de la manipulation ou de la libre circulation de l'information la permanence de réseaux de communication structurés en fonction de rapports de classes, d'intérêts politiques et économiques, réseaux dans lesquels les média sont d'ailleurs eux-mêmes imbriqués. (...)



M'sieur l'voyou Tapie copain d'not' ancien président d'gôche qu'était un monarque aussi qu'les Français y z'avaient élu comm' not' président, y dit: "Quand on va voir le médecin, on ne lui demande pas s'il est de droite ou de gauche, on lui demande de nous soigner". Y disait ça pour préparer la cohabitation des voyous.

Parce que m'sieur Auguste Comte, le père des sociopathes amis de not' président, y l'avait dit: « quand la politique sera devenue une science positive, le public devra accorder aux publicistes et leur accordera nécessairement la même confiance pour la politique qu'il accorde actuellement aux astronomes pour l'astronomie, aux médecins pour la médecine, etc. ».

Comm' y disaient des médecins du travail dans un reportage à la radio de not' président qui s'intitulait « complices malgré eux »: « nous on est pas "pour" les salariés ni "pour" les employeurs, on est "pour" la santé! ».

C'est pour ça, y rajoute l'pote Poulantzas, qu' « en raison de la situation de cette petite-bourgeoisie comme classe intermédiaire, polarisée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, en raison aussi de l'isolement de ses agents (individualisme petit-bourgeois), celle-ci a une forte tendance à considérer l'État comme une force neutre en soi, dont le rôle serait d'opérer un arbitrage parmi les classes sociales en présence. » C'est pour ça qu'y croit beaucoup aux pétitions l'p'tit bourgeois et qu'y l'arrête pas d'en signer sur Internet qu'c'est facile "en un clic" comm' pour ach'ter n'importe quoi.

C'est à la fin des années 60, y continue l'pote Paul Beaud, qu'y a eu « la soudaine apparition (...) d'un nouvel enjeu de négociation sociale: l'accès à ces moyens nouveaux de communication comme moyen de participation à la gestion de la société d'une couche sociale qui trouve dans ce débat lieu et matière à concrétiser l'une de ses principales conquêtes, son droit à la parole dans l'espace public. (...) Les nouvelles classes moyennes (...) peuvent se caractériser par leur rôle de médiateurs dans le champ de la production et par la capitalisation de ce à quoi elles doivent leur place dans ce champ: des savoirs scolaires et des savoir-faire sociaux, bagages d'entrée dans cette industrie de "l'intégration psychosociale et du bonheur". »

En fait, y dit mon ancien délégué syndical CGT, la p'tite bourgeoisie ell' sert à occuper tout l'espace public et privé d'la parole et d'l'image. Qu'c'est pour ça qu'y bavardent partout, qu'c'est un vrai poulailler d'p'tit bourgeois la radio, la télé et les forums d'Internet d'not' président qui amuse "l'peuple" qui s'en fout, d'tout' manière, parce que qu'y l'écoute ou pas, l'prolo, ça change rien pour lui, et au moins ça l'endort pour faire ronfler la bête aliénation qu'est dedans not' corps.

« Il n'existe pas, y dit m'sieur Debray, on le sait, un appareil idéologique dominant pour toutes les classes et catégories sociales. Pour un ouvrier, l'appareil productif de l'usine, avec ses règlements, l'organisation des outils, les hiérarchies internes, incarne une puissance idéologique évidemment supérieure aux autres: pour lui, l'alpha et l'omega ne peuvent être le journal et la télé. Ce qu'il entend à la télé et lit dans son journal passe par le tamis de sa quotidienne expérience des rapports sociaux: comment s'expliquer qu'il existe encore quelque chose comme un mouvement ouvrier s'il n'y avait

pas, quelque part dans l'expérience quotidienne, un noyau de réalité réfractaire aux formidables pressions, cumulées sur plus d'un siècle, exercées par cette masse d'images et d'idées sociales pour lesquelles le mot d'"exploitation" n'est qu'une invention d'idéologues aigris? »



« Les classes populaires, y rajoute m'sieur Hoggart, ne sont pas à même de prendre une vue d'ensemble de la vie économique et de ses conflits ni de tenir une comptabilité des coûts et des profits. Mais situées, en quelque sorte, au plus près et au plus intime des processus d'exploitation, elles occupent, en revanche, une place privilégiée pour voir à l'œuvre, dans leurs moindres détails, la libre entreprise et l'égoïsme des nantis: les gens du peuple qui servent d'intermédiaires entre clients et patrons sont bien placés pour connaître les petits carottages de l'économie de marché. »

« Le "silence des masses" que croit percevoir Baudrillard, y reprend l'pote Paul Beaud, n'est qu'abstention non de la "masse" mais de tous ceux qu'excluent les nouvelles médiations sociales, quand elles ont pour but de redéfinir l'espace du social, et qui n'ont d'autres possibilités que de ne pas répondre à toute question qui ne les concerne pas ou d'y répondre selon une logique que le questionneur ramènera à la sienne (sondages, élections, etc.), en un quiproquo intéressé baptisé opinion publique, légitimité ou consensus.»

Y z'ont calculé, les potes de Le Plan B, que, alors qu' les ouvriers y représentent 24,8% d'la population active, y sont que 0,17% à l'assemblée nationale d'la République des Lumières. Alors qu'les professions libérales ell's sont 20,5% à l'assemblée pour 1,25% d'la population active. Qu'dans les émissions d'débat d'la télé publique d'not' président, en 2006, sur 1437 invités y a eu 1253 cadres et professions intellectuelles supérieures invités et 1 n'ouvrier.



C'qui fait qu'les ouvriers on les voit pus, y'en a mêm' qui s'demandent si ça existe encore la classe ouvrière que m'sieur Trillat y l'est parti à leur recherche avec sa caméra pour vérifier. Mais à cause d'ça, les ouvriers y s'rendent plus compte d'leur force pour mener la bagarre générale, mêm' si, y dit l'pote Poulantzas, la bourgeoisie « se heurte au noyau irréductible de la socialisation du procès de travail productif, qui conduit constamment la classe ouvrière à la subversion de ces rapports, et c'est là précisément le propre des revendications antihiérarchiques de la classe ouvrière et qui se distinguent en général, dans leur contenu, de celles de la nouvelles petite-bourgeoisie. Ce n'est pas par hasard si la bourgeoisie doit passer, pour introduire ces rapports politico-idéologiques au sein de la classe ouvrière, par le biais tout particulier de l'"aristocratie ouvrière" et des "bureaucraties syndicales de collaboration de classe" (Lénine). Ces coordonnées restent, bien entendu, co-substantielles à la domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, mais elles sont constamment subverties par les rapports de travail au sein de la classe ouvrière (l' "instinct de classe"), alors que l'intériorisation de ces rapports au sein de la nouvelle petite-bourgeoisie bureaucratisée découle de la reproduction de sa place même dans la division sociale du travail. » Ouais, qu'y dit Fred, quand j'vois l'service d'ordre d'la CGT jeter les mecs qui sont pas d'accord avec eux dans les manifs, j'ai plutôt l'impression qu'c'est "l'instinct d'casse".

Et pis la solidarité, les patrons y l'ont bien cassé aussi avec les nouvelles organisations du travail, la précarité et la peur du chômage.



En plus, y dit Polo, c'est au niveau mondial aussi qu'il bourgeois y l'cache dans l'bidonville l'prolo pauvre. « En tout, y l'explique m'sieur Davis, la classe ouvrière informelle mondiale (qui, tout en la recoupant, n'est pas identique à la population des bidonvilles) est forte d'environ un milliard de membres, ce qui en fait la classe sociale dotée de la croissance la plus forte et la plus radicalement nouvelle de la planète. (...) Même si de vastes secteurs informels existaient sans aucun doute dans les villes victorienne, comme dans le Shanghai des compradors ou dans l'Inde coloniale urbaine ("une réalité écrasante et persistante", écrit Nandini Gooptu), le rôle macroéconomique actuel de l'informalité est révolutionnaire.

Il y a dans la communauté scientifique un consensus de base pour dire que la crise des années 1980 - au cours desquelles le secteur du travail informel a crû de deux à cinq fois plus vite que le secteur formel - a inversé leurs positions structurelles relatives, le travail informel pour la survie devenant le mode de subsistance majoritaire dans les villes du tiers monde.(...)

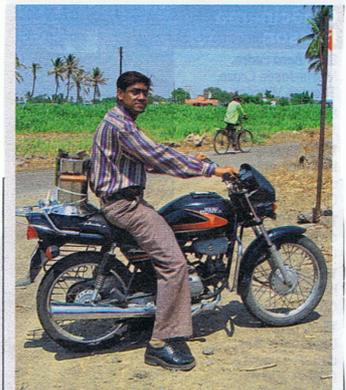
Une partie de ce prolétariat informel sert à l'évidence de main-d'oeuvre fantôme pour l'économie formelle, et de nombreuses études ont montré la profondeur à laquelle les réseaux de sous-traitants de Wal-Mart et autres mégacompanies étendent leurs ramifications dans les *colonias* et les *chawls*. De même, les tréfonds du secteur informel sont sans doute davantage reliés au monde de plus en plus dérégulé du secteur formel dans un continuum que séparés par une faille abrupte. Pourtant, au bout du compte, la majorité des travailleurs pauvres habitant dans les bidonvilles sont véritablement et radicalement sans domicile dans l'économie mondiale contemporaine. (...) En lieu et place d'une mobilité sociale ascendante, on ne trouve en réalité qu'un escalator qui ne fait que descendre, par lequel les travailleurs licenciés du secteur formel et les employés remerciés de la fonction publique s'enfoncent dans l'économie parallèle.



La brutale tectonique de la mondialisation néolibérale depuis 1978 rappelle les processus catastrophiques qui aboutirent à la formation originelle d'un "tiers monde", à l'ère de l'impérialisme de la fin de l'époque victorienne (1870-1900). À la fin du XIXème siècle, l'incorporation de force au marché mondial des grandes paysanneries de subsistance d'Asie et d'Afrique entraîna la mort par famine de millions d'individus et le déracinement de dizaines de millions d'autres hors de leurs terres traditionnelles. Le résultat final (en Amérique latine aussi) fut une "semi-prolétarisation" rurale, c'est-à-dire la création d'une immense classe mondiale de semi-paysans et de journaliers miséreux dépourvus de toute sécurité existentielle de subsistance. La conséquence en fut que le XXème siècle devint une ère non pas de révolutions urbaines, comme l'avait imaginé le marxisme classique, mais de gigantesques soulèvements ruraux et de guerres d'indépendance soutenues par le monde paysan.

Depuis 1980, cependant, l'informalité économique est de retour, et avec une puissance redoublée. L'équation marginalité urbaine = marginalité professionnelle est devenue irréfutable et universelle: d'après les Nations unies, les travailleurs informels représentent environ les deux cinquièmes de la population économiquement active des pays en voie de développement. (...) D'après Aprodicio Laquian, "la plupart des emplois trouvés dans les petites et moyennes villes appartiennent au secteur informel: étals de nourriture et restaurants, instituts de beauté et échoppes de barbier, salons de couture ou vente à la sauvette. Si ces emplois du secteur informel sont souvent des emplois à main-d'oeuvre intensive et ont la capacité d'absorber un nombre important de travailleurs, on peut s'interroger sur leur efficacité économique et leur potentiel productif".

Dans la plupart des villes subsahariennes, la création d'emplois formels a pour ainsi dire totalement cessé. Une étude menée par l'OIT sur le marché de l'emploi urbain au Zimbabwe pendant la période d'ajustement structurel "stagflationniste" du début des années 1990 a montré que le secteur formel ne créait que 10 000 emplois par an, pour une population active urbaine qui s'enrichissait quant à elle de 300 000 nouveaux travailleurs chaque année. De même, une étude de l'OCDE portant sur l'Afrique de l'Ouest prédit que le secteur formel en diminution constante n'emploiera plus qu'un quart de la population active en 2020. Cette prédiction s'accorde avec les sinistres projections de l'ONU selon lesquelles le secteur de l'emploi informel devra, d'une manière ou d'une autre, absorber 90 % des nouveaux travailleurs de l'Afrique urbaine au cours de la décennie à venir. »



Pour se vêtir et rouler royal à moto, Sajiv a emprunté sur cinq générations.

PLANÈTE 20.45 DOCUMENTAIRE

Les Pauvres, une clientèle de choix

Documentaire de Shuchen Tan (Pays-Bas, 2007). 48 mn. Inédit.

Les pauvres, loin d'être les victimes du capitalisme mondialisé, en seraient bientôt les sauveurs ? C'est en tout cas la thèse de l'économiste indien C.K. Prahalad, qui vante les perspectives mirobolantes offertes par un marché jusqu'alors négligé par les multinationales : celui des 5 milliards de « consommateurs émergents » que compte la planète, au pouvoir d'achat collectif considérable. Et les grandes entreprises semblent avoir compris le message, en mettant au point des produits spécifiques et des stratégies de marketing inédites, reposant essentiellement sur le crédit. C'est ainsi qu'au fin fond des villages indiens des VRP dépêchés par Phillips tentent de convertir les paysans aux bienfaits du réchaud à bois ou de la lampe rechargeable à 39 dollars pièce, payable en vingt-quatre mensualités...

Surprise : les ONG elles-mêmes mettent à la disposition des entreprises commerciales leurs réseaux d'entraide et leur connaissance des mœurs locales. Le spectateur découvre ébahi comment des ennemis traditionnels sont devenus des alliés objectifs dans la « lutte contre la pauvreté », concept dès lors pour le moins ambigu. « N'allez pas croire que les pauvres ne sont pas intelligents, ils ont leur propre intelligence ! », s'extasie benoîtement C.K. Prahalad, véritable gourou du business philanthropique, qui peu après cite Gandhi, des trémolos dans la voix. Il ne croit pas si bien dire. Une ménagère indienne, qui déplore la cherté de ces nouveaux produits et leur mauvaise qualité, le résume sèchement : « Ils essaient de se faire de l'argent sur notre dos, c'est tout. » Un sujet fort et original, mais traité un peu superficiellement. FANNY CAPEL

« Un prolétariat sans usines, sans ateliers, et sans travail, et sans patrons,
éperdu dans les djobs, noyé dans la survie et menant son existence
comme un sillon entre les braises. »
y dit m'sieur Chamoiseau.



Mais mêm' là, la classe moyenne, ell' empêche l'pauvre d'se défendre, y raconte m'sieur Davis: « Le vétéran du militantisme pour le droit au logement P.K. Das formule une critique encore plus sévère des ONG qui s'occupent des bidonvilles: "Elles n'ont de cesse de subvertir, désinformer et démoraliser les gens afin qu'ils se tiennent à l'écart de toute lutte des classes. Elles adoptent et propagent la pratique qui consiste à mendier des faveurs en s'appuyant sur la pitié et l'humanitarisme au lieu de faire prendre conscience aux opprimés des droits qui sont les leurs. Concrètement, ces agences et ces organisations interviennent systématiquement pour s'opposer à la voie émeutièrre lorsque des individus la choisissent pour obtenir satisfaction de leurs demandes. Elles travaillent constamment à divertir l'attention des gens des plus importants méfaits politiques de l'impérialisme, en la focalisant sur des problèmes purement locaux et en empêchant ainsi les gens de faire clairement la distinction entre leurs ennemis et leurs amis".

Dans *Slumming India* (2002), pamphlet virulent, d'une puissance presque swiftienne, contre le culte des ONG travaillant dans le domaine urbain, Gita Verma développe et précise les reproches de Das. Urbaniste rebelle travaillant en marge de ce qu'elle appelle "le Système", Verma décrit les ONG comme des intermédiaires "d'une nouvelle classe" qui, avec la bénédiction des organisations philanthropiques étrangères, usurpent la parole authentique des pauvres. Elle raille la Banque mondiale et son paradigme d'amélioration des bidonvilles qui entérine l'existence du bidonville comme une réalité éternelle, ainsi que les mouvements anti-expulsion qui refusent de se faire porteurs de revendications plus ambitieuses. Le "droit de rester, dit-elle, est un piètre privilège. [...] Il empêchera peut-être tel ou tel bulldozer de passer, mais, pour le reste, il se contente pour l'essentiel de remplacer l'étiquette "problème" par l'étiquette "solution", avec un enrobage de jargon créatif en petits caractères". "Sauver le bidonville, ajoute-t-elle en faisant spécifiquement référence à Delhi, signifie accepter l'injustice que constitue le fait qu'un quart à un cinquième de la population de la ville vit sur à peine 5 % de sa superficie." »

C'est comm' y dit l'pote Paul Beaud pour le p'tit bourgeois travailleur social d'nos quartiers d'misère, y dit Djamel: « Le travail social, écrit Robert Castel, a pour but désormais d'aider l'ensemble "des partenaires, chacun en fonction de sa place, bien entendu, à rester dans le circuit de la production-consommation, en reconduisant la structure socio-économique dans sa totalité. (...) L'aliénisme et son modèle de l'internement ont représenté la version médicalisée de la conception ségrégative de l'assistance. Les technologies de relations dans la communauté correspondent à une conception participationniste de l'intégration. Elles supposent que soit cassée la dichotomie du normal et du pathologique et la séparation des espaces où a lieu la "prise en charge", comme doit être dépassée, sur le plan social, la rupture entre les classes".

Cette technicisation du contrôle social individualisé, dont l'une des bases est la négation de la nature collective des antagonismes sociaux, n'est enfin elle-même qu'un aspect d'une vision techniciste de la société dans son ensemble, dont l'effet, présenté pour cause, est l'apparent affaiblissement des antagonismes idéologiques, lequel est avant tout l'illustration de l'entrée sur cette scène publique de nouvelles couches sociales, d'une redistribution des cartes. (...)

Globalement, depuis 1960, ce sont les effectifs d'employés et surtout de cadres moyens et supérieurs qui ont connu les plus forts taux d'augmentation; pour ces catégories, cette augmentation est due en partie, dans le secteur secondaire, au développement des activités de services et de l'appareil administratif. »

« Aujourd'hui, une élite professionnelle comprenant des médecins psychiatres, des experts en sciences humaines, des travailleurs sociaux et des fonctionnaires joue un rôle prédominant dans l'administration de l'État et de "l'industrie de la connaissance", y précise m'sieur Lasch. (...) et cette nouvelle élite professionnelle interpénétrée en tant d'endroits avec les entreprises privées (qui s'intéressent de plus en plus à tous les aspects de la culture) possède tant de caractéristiques propres aux directeurs d'industrie qu'elle ne doit pas être considérée comme une classe distincte, mais comme une branche de celle des dirigeants modernes. »

« Si l'on voulait ranger les divers types de caractère dans le moule des classes sociales, on dirait que que la "direction de

l'intérieur" est le propre de la "vieille" classe moyenne - le banquier, le commerçant, le petit entrepreneur, l'ingénieur cantonné dans les tâches techniques -, tandis que la "direction par l'autre" devient le trait de caractère essentiel de la "nouvelle" classe moyenne... », y rajoute m'sieur Riesman.



Et y z'en ont fabriqué des p'tits bourgeois d'encadrement du pauvre, y constate Fred. « Michael Pollak, y continue l'pote Paul Beaud, rappelle que l'arrivée de Lazarsfeld aux États-Unis correspond à un premier essor de la recherche sociale appliquée. "L'administration américaine, d'abord sous la présidence de Herbert Hoover et plus tard de Franklin D. Roosevelt commence à utiliser systématiquement la recherche sociale née dans les milieux d'affaires autour des problèmes de gestion, d'organisation du travail et de marketing, pour la formulation des stratégies politiques. Avec l'augmentation massive des moyens consacrés à la recherche sociale appliquée, les années trente sont la période clé de transformation des sciences sociales américaines, mais aussi du style politique. La "politics" comme activité d'argumentation et de mobilisation des masses est progressivement abandonnée et remplacée par le policy making, l'élaboration "scientifique" et le choix entre des solutions alternatives à des problèmes isolés, une activité présentée comme technique, donc réservée à l'élite. La réorganisation et la professionnalisation des sciences sociales pendant cette époque ont eu pour conséquence une liaison très étroite entre politique et recherche, et à la longue un alignement idéologique des universitaires sur le système politique dominant qui détruisit les restes de la méfiance qui caractérise souvent les relations entre les intellectuels et le pouvoir. (...)

On ne peut qu'être frappé de la proximité de ce débat avec celui qui divise aujourd'hui la sociologie européenne. À la faveur de la crise et des mutations technologiques, la tentation est grande chez certains sociologues de revendiquer un rôle d'ingénieur social en participant comme experts aux organes politiques de décision, allant ainsi à la rencontre du pouvoir politique. En France, on assiste ainsi à une prolifération de "commissions" de chercheurs en sciences humaines et de rapports sur l'éducation, l'informatique ou le développement des nouvelles technologies de communication. (...)

Et puisqu'il est question de fonctionnaires, on doit rappeler ici que Paul Lazarsfeld, l'un des "pères fondateurs", avec Lasswell, Lewin et Hovland, de la "science des média" nommait lui-même recherche "administrative" les études contractuelles réalisées au sein du Bureau of Applied Social Research qu'il dirigeait à l'Université de Columbia à New-York, véritable entreprise dont la productivité reposait sur des principes d'organisation dont les modèles idéaux n'étaient autres que l'entreprise commerciale, le parti politique et l'armée: des commandes bien précises, des relations hiérarchiques, une division du travail poussée à l'extrême et, corrélativement, une spécialisation des membres de l'équipe (qui) caractérisent ce modèle d'organisation". (...)

Parlant de la Nouvelle Classe que constituent les intellectuels et l'intelligentsia technicienne, Alvin Gouldner écrivait qu'à la différence de la classe dominante et des politiciens, elle ne dispose ni des moyens économiques, ni des moyens institutionnels d'agir pour la défense de ses intérêts propres. Elle ne peut que tenter de persuader que ceux-ci coïncident avec l'intérêt général. Le mode d'influence caractéristique de cette Nouvelle Classe est donc la communication, l'écriture et la parole. Ses intérêts politiques et économiques dépendent ainsi uniquement de la continuité de son accès aux média, de la garantie formelle de son droit de publier et de parler. La rhétorique est le moyen fondamental de ses fins. En d'autres termes, l'existence même de cette nouvelle classe est liée à la persuasion, à ses techniques et aux technologies qui permettent de l'exercer. (...)

Ainsi, la production de masse, la publicité ont multiplié les sociologues, les "techniciens-psychologues", les statisticiens, les artistes et inventeurs d'idées publicitaires. Ceci explique en particulier la mainmise croissante de la classe dominante sur l'université, les pressions qu'elle exerce sur celle-ci pour qu'elle abandonne l'humanisme au profit de disciplines spécialisées, pourvoyeuses de "fonctionnaires des superstructures" (Gramsci). »

Mais aussi sur les médias pour dire à "l'peuple" des lumières dans la gueule du prolo c'qui doit savoir, comm' y disent les présentateurs d'la télé d'not' président: « Voilà ce qu'il nous faut retenir de l'actualité du monde aujourd'hui ». Pour faire eux aussi comm' les américains maîtres du monde: « Ainsi, le producteur du journal télévisé du soir de la chaîne A.B.C. définit en ces termes son travail : "Il s'agit d'informer les gens de ce que nous croyons qu'ils doivent savoir : le monde est-il en sûreté ? Leur maison est-elle en sûreté?" qu'y cite m'sieur Spitz, qu'y cite l'pote Paul Beaud.

Un des rôles essentiels des média dans cette période a été de substituer à la rhétorique et au vocabulaire des affrontements idéologiques du champ politique traditionnel une autre rhétorique et un autre vocabulaire, les catégories préalables à toute discussion sur la gestion rationnelle du progrès économique et social. Le pouvoir des média est celui dont dispose à travers eux le pouvoir social moins de sermonner que d'imposer les termes dans lesquels toute question qui lui est posée doit lui être posée. (...) ... puisque son enjeu est la rationalisation de la domination, non le triomphe de

la raison et la transparence du débat sur la société. (...)

L'ultime pas à franchir était le remplacement du politicien par le journaliste. C'est aujourd'hui chose faite depuis peu, les journalistes de la presse, de la radio et de la télévision françaises ont levé ce dernier pseudo-tabou déontologique et parlent entre eux de politique, devant caméras et micros, en dissimulant leurs attaches partisans derrière ce consensus qui fait de la politique un domaine dont il est maintenant possible de parler professionnellement : un domaine technique. Ce consensus explique sans doute que les professionnels de l'information puissent sans difficulté passer d'une entreprise à l'autre, en dépit de ce qui les sépare politiquement.»



(à suivre...)

P'tit Nico